

« *Debout pour le journalisme !* » dans toute l'Europe, en Suisse aussi:  
**Des journalistes luttent pour leurs droits les plus élémentaires**

**Sous le titre « *Debout pour le journalisme !* », la Fédération européenne des journalistes (FEJ) invite à protester, le 5 novembre 2008, contre le déclin des normes de qualité du journalisme en Europe, ainsi que pour l'amélioration des conditions de travail des journalistes. Des dizaines de milliers de salarié.e.s des médias répondent à cet appel au travers des actions lancées dans de nombreux pays.**

Comedia, le syndicat suisse des médias, invite ses membres, les membres des organisations amies ainsi que le public, lecteurs, auditeurs et téléspectateurs, à signer la déclaration urgente ci-dessous, portant sur la situation du journalisme en Suisse:

**«Nous, signataires de la présente déclaration, constatons qu'en Suisse aussi le travail journalistique subit de fortes pressions économiques. Cette situation a des répercussions directes sur la qualité des médias.**

**Nous constatons que les éditeurs accroissent systématiquement leurs pressions et ont toujours plus tendance à mesurer la qualité journalistique à l'aune des résultats économiques.**

*Presse suisse, l'organisation faîtière des éditeurs, a tenu son assemblée annuelle il y a quelques semaines. Hanspeter Lebrument, son président, a déclaré que la liberté de presse n'est rien de plus que la liberté des éditeurs face à l'Etat. Aucun des éditeurs présents ne l'a contredit.*

*Bien des journalistes, a poursuivi le président de Presse suisse, croient encore avoir des comptes à rendre au public. En réalité, ils n'ont de comptes à rendre qu'à leur éditeur. A nouveau, aucun des éditeurs présents ne l'a contredit.*

*Il est urgent que les éditeurs exercent une plus grande influence sur les rédactions, a souligné Hanspeter Lebrument. A l'en croire, la liberté de presse au sein des rédactions, soit l'indépendance politique des journalistes face à leur employeur, irait «beaucoup trop loin».*

*Le président des éditeurs a pris un exemple pour illustrer son propos. Il a imputé le recul des annonces publicitaires en juin dernier au climat de sinistrose créé par de nombreux médias. Or, rappelons qu'en juin se déroulait l'Euro 2008 de football.*

*Pour esquisser l'avenir, Hanspeter Lebrument a rappelé que l'organisation faîtière des éditeurs a dénoncé dès 2004 la convention collective de travail des journalistes péchant par sa «définition erronée de la liberté de presse», et qu'il s'agit à présent d'imposer le point de vue des éditeurs au Conseil suisse de la presse. Là non plus, aucun des éditeurs présents ne l'a contredit.*

*Concrètement, Presse suisse entend obtenir du Conseil de la presse le remaniement de la Déclaration des devoirs et des droits des journalistes, et donc abolir là encore les normes éthiques du journalisme suisse.*

*Ainsi, l'association faîtière des éditeurs aimerait instrumentaliser à des fins commerciales le Conseil de la presse, dont elle fait partie depuis peu. Selon les propres termes de Hanspeter Lebrument, «l'érosion des recettes publicitaires est le pire qui puisse arriver aux médias».*

**Nous, soussignés, constatons que dans un régime démocratique, il ne faut pas confondre la liberté de presse avec celle de quelques éditeurs fortunés désireux d'exprimer leur opinion personnelle. De même, la liberté de presse ne se résume pas à la liberté des annonceurs influents de publier leur publicité dans un média dénué d'esprit critique.**

Le travail journalistique est bien davantage que la simple production de contenu commercial. La qualité du travail journalistique n'a pas seulement à voir avec le tirage, elle tient aussi à l'engagement, à la transmission de savoirs et à un réel souci de la société dans laquelle nous vivons.

Les sociétés démocratiques ont besoin d'un journalisme de qualité. Or, la qualité journalistique suppose l'indépendance rédactionnelle et le maintien de conditions de travail et d'engagement correctes. Dans le journalisme comme dans n'importe quelle branche, des conditions de travail fiables passent par une convention collective de travail réellement protectrice.

- **Nous invitons les éditeurs à se distancier des propos de leur président et à reconnaître l'indépendance du Conseil de la presse.**
- **Nous exigeons, avec nos collègues de toute l'Europe, que les éditeurs respectent la dignité de la profession de journaliste et qu'ils garantissent la liberté de presse au sein des rédactions.**
- **Nous appelons l'organisation patronale Presse suisse – avec le soutien de la Fédération européenne des journalistes qui a adopté à son congrès de mai 2008 une résolution dans ce sens sur la situation du journalisme suisse - à reprendre enfin des négociations collectives avec les organisations de journalistes et à conclure, dans les meilleurs délais, une convention collective nationale de travail.**

Au nom du comité du secteur presse et médias électroniques du syndicat comedia:  
Stefan Keller, journaliste, président du secteur, Zurich  
et les membres du comité et secrétaires du secteur